



Manifeste pour l'écosocialisme réactualisé *Version adoptée par le Congrès extraordinaire 2021*

SOMMAIRE

ÉDITO – L'écosocialisme, indispensable alternative contemporaine

I. QU'EST-CE QUE L'ÉCOSOCIALISME ?

- 1. Une alternative concrète et radicale.**
- 2. Un paradigme de l'intérêt général.**
- 3. Le féminisme, comme point de départ.**
- 4. Une relation nouvelle au monde vivant.**
- 5. Une nouvelle synthèse politique à gauche.**
- 6. Le renouveau du socialisme et du collectivisme.**

II. SORTIR DES IMPASSES IDÉOLOGIQUES

- 7. Le mensonge du capitalisme vert, les risques de l'environnementalisme.**
- 8. La faillite social-démocrate.**
- 9. La bataille idéologique et culturelle est indispensable.**

III. RELEVER LES ENJEUX CONTEMPORAINS

- 10. L'eau, un bien commun indispensable pour la vie et pour l'intérêt général.**
- 11. Enjeux numériques, enjeux démocratiques, enjeux écologiques.**
- 12. Le pouvoir de la finance et l'arme de la dette.**

IV. INSTAURER UNE NOUVELLE ÉCONOMIE POLITIQUE RESPECTUEUSE DE L'HUMANITÉ ET DE L'ÉCOSYSTÈME HUMAIN

- 13. Mettre l'économie au service des besoins.**
- 14. Rompre avec les schémas de pensée traditionnels.**
- 15. Produire autrement.**

16. Instaurer la règle verte comme boussole politique.

17. Penser et organiser la bifurcation.

V. CONSTRUIRE LA RÉVOLUTION ÉCOSOCIALISTE

18. Les luttes doivent converger.

19. La souveraineté populaire, de la Commune à l'État.

20. Lutter et résister pour inventer.

21. La société de l'entraide, de l'autogestion et du partage des biens communs.

22. Mettre en œuvre la planification écologique.

23. Pas d'égalité et de République sociale possibles sans Constituante !

24. Faire sauter le verrou des traités libéraux.

25. Porter un combat internationaliste et universaliste.

26. Mener la révolution citoyenne pour l'écosocialisme.

Le congrès du PG a également adopté le principe de l'ajout d'une 27^e thèse, avec la proposition de titre : « **La terre, socle du vivant** ». Une version préliminaire, à travailler, est en annexe.

1. Préambule

1^{ère} édition février 2013, réédition de novembre 2018 avec réactualisation de la préface et de l'introduction par le SEN, nouveau document de travail juillet-décembre 2020 issu du Comité de pilotage, amendé dans le cadre du Congrès de mars 2021.

Ce Manifeste des Assises pour l'écosocialisme s'inscrit dans la lignée du Manifeste international de l'écosocialisme publié en 2002 ainsi que de la déclaration écosocialiste de Belem de 2009, pour ouvrir la voie à un nouveau projet politique. Il a été très largement soumis à débat et amendé dans le cadre des Assises pour l'écosocialisme organisées par le Parti de Gauche le 1^{er} décembre 2012. Plus de 130 amendements de fond, émanant de plus d'une trentaine d'auteur·e·s d'horizons divers, ont été reçus et traités par son comité.

Depuis, l'état du monde vivant et de nos sociétés a connu de nouvelles dégradations brutales, tandis que surgissent de nouvelles pandémies. Les « 18 Thèses » ne prétendaient pas figer dans le marbre des dogmes : une thèse est une prise de position qui doit suivre l'évolution réelle. Voilà pourquoi ce Manifeste s'enrichit régulièrement. Cette nouvelle version en constitue une nouvelle étape.

Il a depuis été traduit en anglais, portugais, espagnol, italien, japonais, allemand, grec, néerlandais, russe, suédois, polonais, arabe et coréen. Une traduction en turc est en cours. Il a été présenté dans autant de pays à l'occasion d'une vingtaine d'événements internationaux et a fait l'objet d'Assises décentralisées en France dans une dizaine de régions. Des journées thématiques sur la mer, l'agriculture, la forêt ou l'industrie ont également été organisées en France pour approfondir sa déclinaison concrète dans ces secteurs.

Enfin, plusieurs de ses thèses ont inspiré le programme l'Avenir en commun, porté à la présidentielle par la France insoumise, qui a recueilli près de 20 % de suffrages : le programme reprenait notamment la critique de la dérive socio-libérale et le mensonge du capitalisme vert ; le principe de la règle verte ; la planification écologique ; les verrous des traités libéraux européens (thèse 16 dans la première édition, 24 dans la présente) ou encore la révolution citoyenne.

Dans un monde en perte de repères, cette synthèse est proposée comme guide commun à toutes celles et ceux, organisations comme individus, en France et à l'international, qui se reconnaissent dans

l'écossocialisme, projet systémique pensé pour répondre à l'urgence climatique comme à l'impératif de justice sociale.

Édito – L'écossocialisme, indispensable alternative contemporaine

À l'heure où des années de déni climatique semblent avoir cédé brutalement la place à la dystopie, il nous appartient de regarder la situation avec responsabilité et lucidité. L'aggravation des inégalités sociales, la montée des fascismes sur la scène internationale, le dérèglement climatique, l'extinction de la biodiversité et les crises sanitaires à répétition agissent comme autant de signaux d'alarme. Les scientifiques nous pressent de revoir l'organisation de nos systèmes de production, d'interroger la nécessité même de ces productions au regard de la destruction qu'elles engendrent, de revisiter même philosophiquement notre rapport aux écosystèmes et au monde vivant. Et ce, de manière urgente. Nous avons déjà perdu cinquante précieuses années depuis que les risques sont connus, à cause de l'inaction des gouvernements successifs de la planète, ignorants, irresponsables, ou inféodés à des lobbies pour lesquels seule compte la recherche de profits. Soyons sû·e·s que le monde capitaliste fera tout pour continuer dans son intérêt propre et ne s'amendera pas.

Aujourd'hui la crise n'est plus sociale, démocratique ou environnementale : elle est devenue systémique et structurelle de l'ère thermo-industrielle, qualifiée aujourd'hui de Capitalocène. Au-delà de la main de l'homme, c'est bien une crise du mode d'exploitation, de production et d'échange du capitalisme dont la dynamique allie la prédation organisée des natures humaines et extra-humaines avec l'exploitation du travail salarié.

La vulnérabilité de notre civilisation à une réaction en chaîne est aggravée par l'interdépendance induite par la mondialisation et la financiarisation des échanges, le contrôle algorithmique de la société, la perte de savoirs manuels et de connaissances liées au milieu naturel. La probabilité d'un effondrement systémique à l'échelle planétaire reste difficile à évaluer, mais on connaît déjà l'existence de seuils de rupture et de phénomènes d'emballement, on sait que sur les dix limites planétaires identifiées par un groupe de chercheurs en 2009 quatre ont déjà été dépassées, et des catastrophes ont déjà lieu, qui touchent d'abord les populations les plus vulnérables. Incendies, sécheresses, inondations, pertes de récolte, dangers sanitaires avérés, risques accrus de conflit : la santé des écosystèmes devient un enjeu de justice sociale, de santé et de paix. Il en va des conditions mêmes de la vie humaine sur Terre.

L'analyse systémique de l'écossocialisme, qui constate que l'écologie est incompatible avec le capitalisme, lequel induit productivisme et financiarisation de l'économie, consiste précisément à ne pas dissocier les effets sociaux, environnementaux, économiques et démocratiques du système actuel. Sa radicalité, au sens d'une analyse exigeante qui s'obstine jusqu'à pénétrer la racine des causes, est ce qui lui permet de ne pas s'égarer du côté de l'imposture du capitalisme vert, de l'écologie libérale, des accommodements qui consistent à n'agir qu'à la marge, sur les conséquences, sans s'attaquer aux causes du problème ni bouleverser le système. Répondre à ces enjeux nécessite de revoir le système économique, l'organisation de la production, les forces sociales à mettre en mouvement pour y arriver. La dimension d'intérêt général humain que revêt la question de la sauvegarde de notre écosystème ne doit pas occulter un indispensable affrontement : un rapport de force à engager vis-à-vis du système économique mondial et de celles et ceux dont l'intérêt particulier est qu'il ne change pas.

Cette mise en mouvement, la construction de ce rapport de force, supposent aussi un projet, une nouvelle utopie : un horizon de société qui agisse à la fois comme but à atteindre et comme motivation en soi.

L'écosocialisme a le mérite d'offrir ce cap invariant dans un monde en plein bouleversement. Notre responsabilité politique consiste non pas à croire telle ou telle hypothèse, à se déclarer optimiste ou pessimiste, mais à regarder les faits, à porter un discours de vérité et à agir avec lucidité. Cela implique de désigner les responsables sans se tromper d'adversaire (l'oligarchie et non les classes populaires).

Il s'agit aussi de mettre au jour les inégalités environnementales et de démystifier les impostures « vertes », de repenser l'être humain comme faisant partie des écosystèmes et de tracer la ligne d'horizon d'un futur désirable en tirant les enseignements des impasses du passé. Qu'il s'agisse de remettre l'économie au service des besoins, de fixer un revenu maximum autorisé, d'instaurer la règle verte, de remettre en cause le mythe de la croissance, de réduire notre consommation d'énergie, de relocaliser la production, de développer la souveraineté alimentaire, comme de revisiter notre rapport au vivant, aux espèces sauvages ou domestiquées.

Sans oublier la bataille idéologique et culturelle, les luttes et résistances ou la solidarité internationale, l'écosocialisme contribue à dessiner les contours d'un monde plus juste, plus harmonieux, et au final plus résistant aux secousses qui ont déjà commencé.

C'est ce projet politique que le Manifeste pour l'écosocialisme décrit sous la forme condensée de ces vingt-six thèses, comme un guide commun pour aller sauver chaque dixième de degré, chaque bribe de biodiversité menacée, et amortir les dégâts sociaux et biophysiques des catastrophes déjà en cours ; c'est également un outil précieux pour nous aider à réfléchir et préparer le monde que nous souhaitons voir émerger.

C'est aujourd'hui que l'après se construit, ici et maintenant qu'il nous faut semer des graines pour l'avenir. Car quoi qu'il arrive, toutes les forces lancées dans la voie de l'écosocialisme auront planté les bases d'un rapport au monde réinventé, d'un nouvel ordre imaginaire et de récits collectifs inédits, d'une organisation sociale et d'une cosmogonie embellie, susceptibles de métamorphoser la société.

Le Secrétariat Exécutif National du Parti de Gauche

I. QU'EST-CE QUE L'ÉCOSOCIALISME ?

1 - Une alternative concrète et radicale

C'est la réponse humaine raisonnée à l'impasse dans laquelle est enfermée dorénavant l'humanité en raison des modes de production, d'échanges et de consommation de notre temps qui épuisent conjointement l'être humain et le tissu du vivant. Elle appelle une pensée et une action politique radicale, au sens où elle doit aller à la racine des causes. Or, les modalités de prédation des ressources naturelles et humaines instaurées par le capitalisme sont les causes des dégradations du tissu du vivant : ce n'est pas l'humanité, indistinctement, qui marque la Terre de son empreinte, ce sont des rapports sociaux de production historiquement constitués dans le cadre capitaliste. La nouvelle ère géologique dans laquelle notre planète est entrée est le Capitalocène. Le capitalisme impose la marchandisation pour faire de toute chose une nouvelle source de dividendes. Il est ainsi responsable du creusement des inégalités sociales et de la mondialisation à l'œuvre, libérale et liberticide, où règne le dumping social et environnemental avec la délocalisation des pollutions et des altérations de l'écosystème. Nécessairement productiviste, le capitalisme épuise les ressources naturelles et perturbe le climat. L'idéologie consumériste est son corollaire. Elle élève l'accumulation matérielle au rang de loi, à grands coups de publicité pour générer des besoins jamais rassasiés. Nous désignons les vrais coupables de ce système : l'oligarchie financière mondialisée, les gouvernements soumis aux lobbies des multinationales sans contrôle démocratique, les idéologues de la concurrence « libre et non faussée », du capitalisme vert et du libre-échange.

Face à eux, l'écosocialisme est une alternative pour sortir de la crise et imposer l'intérêt général humain : partager les richesses sans attendre, fonder une nouvelle économie des besoins et de la sobriété, préserver le climat, l'écosystème et sa biodiversité.

2 - Un paradigme de l'intérêt général

L'être humain est partie intégrante de l'écosystème dans lequel il vit. Ils ne peuvent être dissociés. Il n'y a qu'une seule biosphère, un seul écosystème global compatible avec la vie humaine. Dès lors, nous sommes tous semblables dans notre dépendance à l'écosystème. Cette vérité s'impose à tou·te·s, en dépit de nos différences de tous ordres. Il y a donc un intérêt général humain qui est lié à celui des autres espèces vivantes : préserver l'écosystème qui rend la vie humaine possible. Il nécessite de repenser radicalement notre rapport au vivant, végétal comme animal. Comment l'identifier sinon par la libre délibération collective ? Comment celle-ci pourrait-elle être libre si les un·e·s dominent les autres, si des vérités révélées s'imposent en préalable ? Le paradigme écologiste appelle donc la démocratie, l'égalité sociale, la laïcité et le féminisme. Ce sont des conditions indispensables pour que le débat citoyen puisse avoir lieu sans intrusion de force oligarchique, dogmatique ou patriarcale. Enfin, dans la délibération pour déterminer les voies à suivre pour préserver l'intérêt général humain, chacun·e d'entre nous est appelé·e à dire non pas ce qui est bon pour soi mais ce qui est bon pour tou·te·s. Cela institue l'universalité des droits humains, la citoyenneté comme devoir et la République comme nécessité. Tel est le lien raisonné qui unit l'écologie politique et la République sociale universelle. C'est cette théorie politique globale que nous nommons écosocialisme. Il s'agit d'un humanisme et d'un universalisme socialiste et concret.

3 - Le féminisme, comme point de départ

Le combat féministe dénonce la domination et l'oppression patriarcale, et revendique l'émancipation des femmes. Celles-ci représentent plus de la moitié de l'humanité ; le féminisme est donc un combat d'intérêt général. Les femmes doivent avoir les mêmes droits que les hommes, à commencer par le droit à disposer de leur corps. Les violences sexistes et sexuelles dont les femmes sont victimes sont présentes dans tous les domaines de la société. Les femmes doivent affronter une omerta du fait d'un sexisme structurel que nous devons combattre.

Le patriarcat impose la domination masculine dans l'ensemble de l'organisation sociale. S'il se manifeste par des représentations idéologiques opposant la femme associée à une « nature » rabaissée et l'homme, assimilé à la culture, la société, la rationalité, il se nourrit de structures économiques et sociales.

Historiquement, le développement du capitalisme s'est traduit par une régression des positions occupées par les femmes et un renforcement du patriarcat, qui s'en est fait le bras droit. Le labeur pour la reproduction de la force de travail (dont l'ensemble des tâches relatives à l'alimentation et à l'hygiène, au soin apporté aux enfants et aux aîné·e·s...), rejeté dans la sphère domestique et non rémunéré, a été assigné aux femmes. Les inégalités salariales entre femmes et hommes qui persistent malgré les lois demeurent profondément liées aux inégalités de temps de travail et de carrière, conséquences de l'inégal partage de ces tâches reproductives. En cela, les luttes féministes font partie de la lutte des classes, sans s'y réduire. Par la revendication de la sortie du patriarcat, elles prônent une révolution des rapports de production et de la division sociale et sexuée du travail. Elles nourrissent des revendications comme la réduction du temps de travail et le développement des communs. Ces luttes prennent une dimension écosocialiste.

Partout dans le monde, des luttes écologistes pour la protection des ressources et la défense de l'environnement, contre la privatisation des terres et du vivant, sont menées par des femmes. Elles se font alors pointe avancée de la résistance aux attaques du néolibéralisme contre l'ensemble de la sphère de la « reproduction » (depuis la protection sociale jusqu'aux ressources naturelles, en passant par l'accès aux services publics et aux réseaux), et potentiels leviers révolutionnaires.

L'internationalisme des luttes des femmes est à ce titre d'une importance fondamentale : l'expérience inédite des femmes kurdes syriennes au Rojava, mais aussi en Inde, en Espagne comme en Argentine... sont des symboles forts du rôle des femmes dans les révolutions.

Voilà pourquoi, dans une perspective écosocialiste et dans le cadre de la stratégie de la révolution citoyenne, le féminisme est à la fois un objectif et un point de départ.

4 - Une relation nouvelle au monde vivant

La pandémie de Covid montre à quel point les espèces construisent leurs environnements et comment les environnements modifient les espèces. Ce qui relèverait du « social » en opposition au « naturel » devient indiscernable. Une organisation sociale exerce sur la biodiversité une pression propice à la diffusion d'un nouveau virus et ce dernier désorganise la société à partir de systèmes spécifiques d'échanges et d'organisation sanitaire. Environnement et société se co-produisent.

La notion de « tissu du vivant » permet de rompre avec le récit d'une nature figée, séparée de la société, qui constitue le fond idéologique de la prédation exercée par le capitalisme.

Celui-ci fait du monde extra-humain une ressource matérielle librement exploitable, et ce, à très bas coût. La maltraitance et la surexploitation animale, la brevetabilité du vivant et des savoirs des peuples autochtones servent leur marchandisation. Le concept de « compensation » aide à la financiarisation de la biodiversité. Les choix techniques en agriculture copient ceux de l'industrie. Or la centralité des relations a émergé dans les sciences. Le concept d'écosystème insère l'espèce humaine dans le tissu du vivant ; l'écologie scientifique et l'histoire environnementale montrent des natures historiques changeantes, entre évolution et facteurs environnementaux ; l'éthologie remet en cause la description de l'humanité, seule détentrice de capacités et de comportements beaucoup plus largement partagés ; les microbiotes propres à l'humain font de chacun·e un monde contenant des mondes, vivant grâce aux symbioses. La conscience de la cause animale progresse fortement ces dernières décennies, permettant également la prise de conscience de l'articulation entre toutes les formes de domination instituées par le capitalisme.

Le capitalisme a co-produit l'état actuel dégradé du tissu du vivant, faisant entrer la Terre dans le Capitalocène. L'écosocialisme vise à un retissage radicalement différent des relations entre humanité et tissu du vivant, accordant une valeur non marchande, ni aliénable ni échangeable, à la préservation de la biodiversité, faisant place au bien-être animal, choisissant des techniques qui relèvent du « faire-avec » et de la coopération.

5 - Une nouvelle synthèse politique à gauche

L'écosocialisme est un nouveau projet politique réalisant la synthèse d'une écologie nécessairement anticapitaliste et d'un socialisme débarrassé des logiques du productivisme. Il permet ainsi la jonction des grands courants de la gauche dans un nouveau paradigme politique. Nous avons besoin de ce projet de société alternatif au capitalisme. Il trace une ligne d'horizon dans la lutte pour une société d'émancipation et de progrès où le saccage de l'environnement, la surexploitation du vivant et l'exploitation de l'être humain par lui-même auront disparu. Notre projet écosocialiste prend en compte les besoins humains et les limites de la planète. Il repense l'utilité sociale de la production, le sens de notre rapport au vivant, nos manières de consommer, nos besoins réels, la finalité de nos produits et la manière de les produire.

6 - Le renouveau du socialisme et du collectivisme

Le socialisme a toujours visé l'émancipation de la personne humaine. Elle passe par le partage de la richesse, la mise en commun au service du collectif, la démocratisation du pouvoir et l'éducation globale de chaque femme et chaque homme. Ce programme est toujours le nôtre et il s'agit de penser un nouveau collectivisme écologique des biens communs et des grands leviers de production, d'échange et d'allocation des ressources.

Nous savons dorénavant que l'émancipation ne peut être atteinte par la croissance sans fin : non seulement l'écosystème qui rend la vie humaine possible ne permet pas cette croissance infinie, mais le dogme d'une croissance infinie est l'instrument de l'aliénation productiviste et consumériste. Ce constat oblige à définir un nouveau modèle de progrès en rupture avec le système capitaliste, ses rapports de production et de propriété, et son dogme de la croissance du PIB. Doivent être repensés non seulement le système de production et d'échange, mais aussi le contenu des productions et les modes de consommation. Cette approche implique par conséquent l'ensemble de l'organisation sociale et politique. Elle nous oblige à penser de façon nouvelle ce qu'est véritablement le progrès humain pensé dans ses interactions avec le tissu du vivant. Dans ces conditions, nous proposons un nouvel énoncé de la stratégie émancipatrice pour le futur de l'humanité. Cette nouvelle conscience et son programme d'action sont l'écosocialisme ; elle devra s'imposer dans la lutte des classes. Ses méthodes sont la radicalité concrète, la planification écologique et la révolution citoyenne.

II. SORTIR DES IMPASSES IDÉOLOGIQUES

7 - Le mensonge du capitalisme vert, les risques de l'environnementalisme

Notre écologie est sociale, elle prolonge les combats historiques de la gauche. Nous rejetons la mystification représentée par une certaine vision de l'écologie qui se veut compatible avec le libéralisme. Nous dénonçons le « capitalisme vert », qui sous couvert de développement durable ou de croissance verte offre un nouvel espace à la mainmise de la recherche du profit maximal, alimente la dynamique impérialiste et le « court-termisme ». Nous refusons un certain discours écologiste qui se contente de culpabiliser les individus, comme si chacun-e pesait d'un poids égal dans la crise écologique alors que l'empreinte carbone des plus riches est la plus forte, et comme si chacun-e en payait un prix égal, alors que les inégalités environnementales se font toujours plus criantes. Nous refusons aussi le discours qui oppose « fin du monde » et « fin du mois ». Il s'agit, au contraire, de

souligner la responsabilité majeure du productivisme sans frein, de s'attaquer aux modes d'exploitation, de production et de consommation capitalistes dans le cadre du développement inégal et combiné du capitalisme contemporain. Nous refusons une écologie de salon coupée des classes populaires, sans critique sérieuse de l'économie mondialisée, dépourvue de vision sociale et dès lors d'efficacité environnementale. Notre écologie aborde les questions d'environnement en faisant systématiquement le lien avec la critique du système économique et avec les luttes sociales, en y impliquant l'ensemble des citoyen·ne·s, car la logique du profit repose sur l'asservissement des humains combiné à la prédation des « ressources naturelles », rendant impossible de mettre fin à l'une sans l'autre. Notre écologie est une écologie populaire : elle se fera avec, pour et par l'action collective citoyenne. Pas d'écologie populaire sans démocratie, pas de démocratie sans égalité sociale.

8 - La faillite social-démocrate

Nous avons réfuté la doctrine social-démocrate qui voulait que toute redistribution des richesses passe d'abord par la relance de la croissance du PIB et la hausse de la consommation matérielle globale. Ceci représentait depuis longtemps un double contresens. Elle voulait maintenir la puissance du capital financier et supposait que la répartition de la richesse s'organise à partir « des fruits de la croissance ». Elle ne s'attaquait pas à l'accumulation déjà acquise. Nous savons que les richesses existent, et qu'il n'y a pas lieu d'attendre pour les redistribuer. Ce qui est en cause c'est l'accaparement de ces richesses via la prédation du capital. D'autre part, cette doctrine repose sur un modèle d'expansion infinie qui est un suicide pour l'humanité et toute idée de civilisation. Le PIB est un indicateur qui reflète l'ensemble des productions et consommations de biens et de services, ce qui ne reflète pas les aspects qualitatifs des productions et consommations, et le bien vivre dans une société.

La social-démocratie a failli ; elle a même fait faillite car elle a épousé la logique du capitalisme et s'en est trouvée totalement prisonnière. Une faillite faisant des dégâts considérables sur la possibilité d'alternative au système capitaliste.

Il est bien sûr impératif que chaque être humain puisse accéder aux biens fondamentaux : la relance des activités d'intérêt général est indispensable. Pour autant, la relance d'une croissance économique aveugle n'est pas de nature à répondre aux urgences sociales. Elle est surtout incompatible avec la préservation du monde vivant, car elle est facteur du dérèglement climatique et de l'effondrement de la biodiversité. Nous n'attendons donc ni la reprise de la croissance ni les effets bénéfiques de l'austérité : nous ne croyons ni à l'une ni aux autres.

9 - La bataille idéologique et culturelle est indispensable

Le projet écosocialiste mène un combat idéologique et culturel par l'école publique, la réappropriation des arts et de la culture, par l'éducation populaire, et la valorisation de la production culturelle et des savoirs populaires.

Notre projet veut décoloniser l'imaginaire hors du champ de la marchandise. Nous sommes convaincu.e.s de la capacité à penser, à agir et s'émouvoir. La confrontation aux arts, aux sciences et à la réflexion permettra de devenir un·e citoyen·ne éclairé·e, exigeant·e, créatif·ve et ouvert·e. Pour cela, nous défendons le principe de l'« exception culturelle » qui vise à préserver le champ des arts et de la culture de la mainmise du marché dérégulé.

Nous dénonçons le façonnage d'un·e individu·consommateur·rice docile, soumis·e aux avis de prétendu·e·s expert·e·s et aux impératifs du productivisme qui nous fait désirer des productions nuisibles et inutiles, fabriquées à l'autre bout de la planète dans des conditions de travail indignes et sous des législations environnementales défailtantes voire inexistantes. Nous combattons les bras armés du productivisme que sont la publicité, avec son cortège de marchandisation des corps et de sexisme, la mode et les médias, relayés par les organismes de crédit, qui nous conditionnent et nous soumettent à une injonction d'achat et de gaspillage permanents.

Cette bataille idéologique est aussi une bataille de vocabulaire. Nous refusons la politique de l'oxymore et la novlangue libérale : le « prix du travail » qui devient un « coût », les cotisations sociales des « charges », les « gardiens de la paix » renommés « forces de l'ordre », la vidéosurveillance « vidéoprotection », ou encore le nucléaire déguisé en énergie « propre et décarbonée ». L'éducation populaire, si elle s'appuie sur des politiques publiques fortes, n'est pas que l'éducation du peuple, elle représente une co-éducation mutuelle par la socialisation des savoirs et des pratiques. Plus encore, c'est tout un nouvel imaginaire qu'il nous incombe de dessiner et de partager pour rompre avec le récit néolibéral. En plus des mots, images et récits alternatifs que nous portons, cela passe par l'engagement fort auprès des professionnel·le·s de la culture.

III. RELEVER LES ENJEUX CONTEMPORAINS

10 - L'eau, un bien commun indispensable pour la vie et l'intérêt général

L'eau est source de toute vie sur Terre. Elle est indispensable aux êtres vivants. L'accès à cette source de vie est pourtant inégalitaire en termes d'accès à l'eau potable et à sa consommation. L'eau douce, la seule utilisable, diminue alors que la population augmente et donc la demande en eau. Ainsi, l'eau utilisable sans traitement décroît.

Les zones en situation de risque hydrique (qualité et quantité de l'eau insuffisantes) augmentent et ce phénomène va s'étendre avec le changement climatique malgré l'essentialité de l'eau pour le développement humain et pour la préservation des écosystèmes. Actuellement, la qualité de l'eau s'amointrit, nos canalisations fuient, entraînant la dilapidation de ce bien, et l'urbanisation grandissante provoque l'imperméabilisation des sols.

Il devient impératif d'agir, particulièrement pour arrêter le bras des multinationales et l'avidité des actionnaires qui veulent faire de l'eau un bien privatisé et lucratif.

L'eau est un enjeu politique central. Il est urgent d'agir pour gérer durablement l'eau par des propriétés publiques (lacs et barrages) et des gestions collectives conformément au droit d'usage (usufruit). Cette gestion collective, administrée par des représentant·e·s de l'État, par des élu·e·s, des travailleurs/travailleuses et des usagers citoyens, requiert un pilotage à différents niveaux, notamment les communautés locales. La gratuité des quantités indispensables d'eau doit être garantie à chaque personne. Aucune espèce ne doit en être privée. Il en va de notre responsabilité d'apprendre aussi à consommer autrement, et le gaspillage doit être pénalisé. Les conséquences de cette gratuité feront l'objet d'une péréquation nationale.

Pour aller plus loin, notre République se doit d'être écologiste avec l'instauration de la règle verte et la protection de l'eau comme bien commun. La Terre est, à ce jour, la seule planète du système solaire à abriter la vie, nous refusons toute marchandisation qui risquerait de la rendre invivable pour tous.

11 - Enjeux numériques, enjeux démocratiques, enjeux écologiques

Avec plus de 34 milliards d'équipements informatiques et 4 milliards d'utilisateurs, le numérique modifie profondément nos manières de produire, de consommer, de prendre des décisions, notre rapport au temps et aux distances. Il bouleverse également la façon dont les individus interagissent entre eux.

Alors que la plupart des décisions le concernant sont aujourd'hui prises en dehors de tout champ démocratique et captées par des acteurs industriels hégémoniques, le numérique se caractérise désormais par un « capitalisme de surveillance ». Les principaux acteurs de l'industrie numérique, en particulier les GAFAM, prospèrent en créant des services basés sur la captation des données

personnelles et la prédiction d'usages. Ils se dressent aujourd'hui en censeurs autocrates de la liberté d'expression.

Les scandales autour de la collecte et de l'utilisation de ces données sont nombreux. Les affaires Snowden et Cambridge Analytica ont montré que ce capitalisme de surveillance représentait une menace démocratique réelle.

Le numérique est aussi une menace environnementale avec 4% des gaz à effet de serre (GES) et une croissance de 10% par an, plus que l'aviation civile. Il s'accompagne de répercussions sociales : travail infantile en Chine, uberisation du travail, exploitation des travailleur·euse·s du clic. Le numérique a aussi exclu 14 millions de Français·e·s touché·e·s d'illectronisme (fait de ne pas posséder les compétences informatiques de base et d'être en incapacité de se servir d'internet). La puissance de contrôle des intelligences artificielles, et des multinationales qui les distribuent, s'accroît sur la base des masses incommensurables des données personnelles que les individus fournissent souvent à leur insu. Le développement du numérique s'inscrit dans la logique du productivisme effréné sur lequel repose le capitalisme. Il interroge sur l'isolement social, les conditions de travail et les effets psychologiques sur les télétravailleur·euse·s.

La maîtrise publique des données autour de la notion de « communs » et la transparence des algorithmes sont aujourd'hui des enjeux démocratiques majeurs. Le déploiement du numérique crée des rapports de domination et d'exploitation entre les pays et internes à nos sociétés.

L'écোসocialisme pose en alternative des choix d'orientation du numérique démocratiques, vecteurs d'émancipation et non d'aliénation. Il garantit les libertés et la souveraineté individuelles et collectives. L'écোসocialisme repense le rôle de l'État face aux fractures numériques, aux services publics numériques et non numériques. L'écোসocialisme prône et promeut la création d'autres modèles libres et ouverts, décentralisés, soutenables au plan social et environnemental.

12 - Le pouvoir de la finance et l'arme de la dette

Depuis quatre décennies, la financiarisation de l'économie entendue comme la libéralisation et l'accélération des mouvements de capitaux au niveau mondial a renforcé le pouvoir de l'actionnariat dans l'appropriation illégitime des richesses. Son exigence prédatrice de rendements financiers toujours plus élevés est devenu le fouet qui frappe les entreprises dans la conduite de leurs affaires. La mondialisation, avec son cortège de licenciements, délocalisations et atteintes à l'environnement, ne suffit cependant pas à assurer la survie de la machine à profits. Depuis la crise de 2008, la création monétaire des banques centrales, l'endettement massif, la spéculation, l'opacité des marchés ont créé une immense bulle financière. La pandémie a exacerbé cette évolution. Le capitalisme financier a perdu tout contact avec la réalité de la production réelle. La financiarisation du capitalisme est un fait caractéristique des fins de cycles longs d'accumulation. L'exacerbation des contradictions du capitalisme nous ouvre des possibilités pour le renverser.

Une majorité de la population mondiale va subir des pénuries régulières d'eau potable et le capitalisme boursicotier veut déjà transformer l'eau en produit financier.

La mise au pas de la finance et la rupture avec la logique de financiarisation de l'économie et des biens communs sont des impératifs.

Le contrôle des mouvements de capitaux et la taxation des transactions sont une première nécessité.

La gestion des entreprises doit être définanciarisée notamment par la taxation des revenus financiers, la suppression des stock-options et la lutte impitoyable contre les paradis fiscaux.

Dans une logique complètement aberrante, ce sont les banques privées qui prêtent aux États et les traités européens interdisent à la Banque centrale européenne (BCE) d'acheter ou même de garantir la dette publique.

Cette dette publique n'est pas aussi importante que l'oligarchie veut bien le dire. La dette est une arme idéologique utilisée par les classes dominantes pour culpabiliser et réduire les dépenses publiques, synonymes de charges pour l'oligarchie et de conquêtes collectives et de redistribution sociale pour les peuples. Les banques privées ont capté des services relevant de l'intérêt général : les dépôts, l'épargne et le pouvoir de création monétaire. Face à cela, des pistes alternatives de financement existent comme la transformation des titres de dettes en dette perpétuelle, la monétisation de la dette, la facilité de découvert auprès de la banque centrale ou une réforme fiscale pour mettre à contribution les profiteurs de crise. Les dettes illégitimes et leurs intérêts doivent être effacés.

Un pôle public bancaire au service de l'intérêt général sera créé par la socialisation des banques, permettant le financement des services publics et de l'économie réelle. Il s'agit de sortir de la logique de financement par le marché privé.

IV. INSTAURER UNE NOUVELLE ÉCONOMIE POLITIQUE RESPECTUEUSE DE L'HUMANITÉ ET DE L'ÉCOSYSTÈME HUMAIN

13 - Mettre l'économie au service des besoins

L'écossocialisme veut mettre l'économie et le système productif au service des besoins humains. Cela s'oppose à la « politique de l'offre » défendue par les libéraux. Nous refusons cette logique productiviste qui consiste à produire tout et n'importe quoi dans n'importe quelles conditions pour l'écouler sur un marché par des dépenses publicitaires. Comment ne pas voir aussi que dans cet objectif, pour augmenter ses profits, le système nous vend des produits programmés pour tomber en panne et devenir démodés de plus en plus vite ? Comment supporter plus longtemps le gâchis des déchets croissants de notre civilisation ? Comment fermer les yeux sur le fait que beaucoup sont exportés vers les pays du Sud au détriment de la santé des populations et de leur environnement ? Nos décisions collectives doivent au contraire être guidées par la volonté de reprendre le contrôle sur les conditions de production et de consommation, à travers des luttes et des décisions politiques. Ces choix seront guidés par une délibération collective définissant les besoins « authentiques », leur utilité sociale, leur valeur d'usage et les moyens à mettre en œuvre pour la satisfaction des besoins réels tout en tenant compte de la nécessaire sobriété dans l'utilisation des ressources. C'est le sens de la planification écologique. Elle inverse cette logique en partant des besoins, du devoir de préserver l'écosystème global et du droit de tou-te-s à vivre dans un environnement sain. Elle met le système productif en adéquation avec ces impératifs.

14 - Rompre avec les schémas de pensée traditionnels

L'écossocialisme remet en cause la dictature des intérêts particuliers et de la propriété privée des moyens de production. Il questionne le rapport au travail. Nous prônons l'appropriation sociale des moyens de production et les propositions alternatives de l'économie sociale et solidaire en termes d'autogestion et de coopératives. Nous nous opposons aux attaques continues contre les acquis sociaux, systèmes de protection sociale, droit du travail, ainsi qu'aux nouvelles formes d'exploitation et de précarisation à travers les plateformes et le recours au statut d'auto-entrepreneur. Nous prônons l'extension des droits sociaux et des formes de socialisation. Nous défendons la souveraineté budgétaire et la nationalisation comme outil de politique publique, pour garantir l'intérêt général, notamment en matière de services bancaires et de crédit. Indice de progrès humain, démondialisation et protectionnisme social et écologique, dotation inconditionnelle d'autonomie et salaire socialisé, revenu maximum autorisé sont autant de perspectives que nous avons à l'esprit pour sortir des sentiers battus et éviter le piège d'un accompagnement du système. Il nous faut également aller plus loin en matière de réduction drastique du temps de travail : « travailler moins pour travailler tou-te-s et mieux », fixer le plein emploi comme horizon tout en interrogeant les finalités du travail. Rien ne sert

de travailler davantage que le temps utile à produire ce qui nous est nécessaire. Le temps ainsi libéré pourrait utilement être affecté à des activités considérées aujourd'hui comme « improductives » et pourtant combien essentielles au bien vivre. L'écosocialisme privilégie la valeur d'usage par rapport à la valeur marchande et récuse la marchandisation du vivant, la réduction du vivant à des « services écosystémiques », ainsi que la notion de « compensation » des dégâts faits aux écosystèmes.

15 - Produire autrement

La révision en profondeur de notre système de production repose sur ce que nous appelons les « 4 R » : relocalisation de l'activité, réindustrialisation écologique, reconversion de l'outil industriel et redistribution du travail. De nombreux besoins non satisfaits existent : dans une industrie relocalisée, dans les services aux personnes, dans l'agro-écologie et l'agriculture paysanne au service de la souveraineté alimentaire et de la santé de tou·te·s, dans la recherche et les filières « vertes » visant à réduire notre dépendance aux ressources épuisables (écoconstruction, efficacité énergétique, rénovation thermique, énergies renouvelables...), ainsi que dans les circuits indispensables de réparation, de réemploi et de recyclage vers l'objectif de « zéro déchet ».

L'argument de l'emploi est trop souvent mis en avant contre l'impératif de la protection de l'environnement. C'est une absurdité : on voit aujourd'hui le coût économique et social du laisser-faire libéral, là où la relocalisation et la transition écologique, qui s'appuie sur les basses technologies, permettraient au contraire de conserver, transformer ou créer de nombreux emplois, locaux et pérennes, avec une grande diversité de qualifications dans tous les pays.

L'éradication du chômage - et donc l'augmentation de la proportion des travailleur·euse·s ayant accès à un emploi - doivent être considérées comme un objectif. La question de l'augmentation de la quantité totale du travail d'une société doit être aussi posée. Le temps de travail individuel doit être défini à partir du rapport entre la quantité de travail socialement nécessaire et la quantité d'actif·ve·s disponibles.

Pour permettre la relocalisation de notre appareil productif et industriel au plus proche des bassins de vie, il nous faut une stratégie - la planification écologique et sociale - et un outil - le protectionnisme social et solidaire.

16 - Instaurer la règle verte

La « règle verte » est notre indicateur central de pilotage de l'économie. Elle remplace « la règle d'or » des politiques d'austérité et « d'ajustement structurel » imposées par la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, la Commission européenne et la Banque centrale européenne. Elle vise à assurer notre responsabilité devant l'humanité et le tissu du vivant en supprimant la dette écologique. Elle associe la nécessaire réduction de certaines consommations matérielles et la nécessaire relance de certaines activités avec la prise en compte systématique de l'empreinte écologique générée. En plus des dégâts déjà commis à rattraper en matière d'émissions de gaz à effet de serre, de contamination de l'écosystème, de consommation de ressources non renouvelables, de destruction de milieux et de perte de biodiversité, nous adoptons comme moyen d'évaluation des politiques publiques, de retarder chaque année le « jour du dépassement global ». Il s'agit de la date où nous avons prélevé à l'échelle mondiale le volume de ressources renouvelables égal à ce que la planète est en mesure de régénérer et où nous avons produit les déchets qu'elle est capable de digérer. Notre objectif est de la repousser au 31 décembre, c'est-à-dire de neutraliser notre empreinte écologique. Cela implique la réduction drastique des émissions de gaz à effet de serre et l'arrêt du nucléaire qui produit des déchets radioactifs que nul ne sait gérer et qui comporte des risques inacceptables pour les êtres humains comme pour la biosphère, l'arrêt de l'artificialisation des milieux et de la stérilisation des sols.

17 - Penser et organiser la bifurcation

La crise environnementale est causée par « l'infini mortifère » du capitalisme : croissance exponentielle, concurrence, et maximisation du profit qui transforme l'humain et la nature en marchandises. Avec une concentration record de dioxyde de carbone dans l'atmosphère, la bifurcation et la transition sont impératives et incontournables.

« Décarboner » la planète, c'est mettre fin à « l'infini mortifère » par le remplacement des sources d'origine fossile par des sources renouvelables (EnR) et des économies d'énergie de l'ordre de 25% dans les trente années à venir (2050).

La transition écosocialiste n'est pas une solution technique mais un changement de société vers une économie politique du travail visant à mettre fin au réchauffement climatique et à la destruction des écosystèmes provoqués par les gaz à effet de serre (GES).

La bifurcation nécessite une rupture avec le capitalisme, c'est-à-dire la prise de contrôle collective des moyens de production. Cette rupture rendra possible la transition qui devra combiner un ensemble de processus de transformations significatives et progressives, sur les plans politique, économique et social, avec la création de nouvelles institutions. Pour accomplir cela, les forces de transformation doivent devenir hégémoniques, en capacité de penser et de conduire le changement jusqu'à la conversion écosocialiste.

La bifurcation sera axée sur trois « démarchandisations » : le travail (article premier de la Charte de l'OIT), la nature et la monnaie seront placés hors du marché, deviendront des Communs et seront ainsi institués.

La planification démocratique, c'est-à-dire un système d'institutions alternatif aux marchés, déterminera l'affectation des ressources disponibles et sera basée sur l'économie des besoins. Elle sera aussi multi-niveaux, locale, régionale et nationale. La transition se fera ensuite avec le passage à 100% d'EnR et une reconversion de l'industrie et de l'agriculture.

La souveraineté et l'autosuffisance alimentaires sont une exigence, celles-ci ne peuvent être pensées que dans le respect de l'équilibre des écosystèmes. Il faut pour cela sortir du productivisme agricole pour aller vers une agriculture paysanne, respectueuse des sols et de la biodiversité, reposant sur la libre association des producteurs et la valorisation des circuits courts. Face aux multinationales de l'agro-alimentaire ou de la chimie, la terre doit appartenir à ceux qui la travaillent.

La révolution citoyenne aura besoin de socialiser ce qui relève des biens communs à savoir l'eau, la terre, la mer, la qualité de l'air, l'éducation, la culture, la santé.

Les banques, les moyens d'échanges, de transports et de la grande distribution devront aussi faire partie de la propriété commune. Ce sera donc à la puissance publique de disposer de nouveaux leviers pour planifier la bifurcation écologique car ce n'est pas le marché qui le fera !

V. CONSTRUIRE LA RÉVOLUTION ÉCOSOCIALISTE

18 - Les luttes doivent converger

Notre objectif de rupture civilisationnelle impose que l'action politique soit le fait du plus grand nombre. Il s'agit de rassembler et d'agir, non de se contenter d'avoir raison entre convaincu·e·s, ou pire, de dresser les un·e·s contre les autres : nous nous situons aux côtés des travailleur·euse·s, des exclu·e·s du système et de tou·te·s celles et ceux qui résistent et sont porteur·euse·s de projets alternatifs sociaux et environnementaux. La reconversion, la transition écologique et sociale ne se feront pas sans elles et eux, encore moins contre elles et eux. Il importe de remporter des victoires,

afin de créer un effet d'entraînement, une dynamique d'implication populaire, seule à même de faire triompher la révolution citoyenne.

Nos adversaires dans cette bifurcation radicale de société ne sont certainement pas les chercheur·euse·s, les travailleur·euse·s de l'industrie ou les agriculteur·rice·s, qui, au contraire, sont souvent les mieux placé·e·s, de par leur savoir-faire et leur qualification, pour mettre en œuvre la transition écologique. Nos adversaires sont les banques, les multinationales et les actionnaires qui orientent la production et la consommation en fonction de leurs intérêts privés et non de l'intérêt général.

Aux côtés des Gilets Jaunes, nous disons : « fin du monde, fin du mois, même combat ». La rupture écosocialiste ne pourra se faire qu'avec tou·te·s celles et ceux qui se lèvent contre l'injustice sociale et la relégation spatiale dont les causes se trouvent dans un même système qui exploite les humains et épuise la planète.

De même, les manifs et grèves pour le climat, les luttes contre les grands projets inutiles imposés, les initiatives des mouvements qui revendiquent l'usage de la désobéissance civile, les blocages d'Amazon attestent d'une contestation grandissante de la logique productiviste.

La grève est un outil politique de combat mais aussi de conquête du pouvoir et de nouveaux droits, qui permet aussi une réappropriation du temps à des fins de réflexion.

Le vaste mouvement féministe #MeToo a remis à l'ordre du jour la question de la violence et de la prédation du patriarcat sur les corps des femmes, avec les luttes antiracistes qui prolongent le combat pour l'égalité. De même, nous portons la reconnaissance de l'orientation sexuelle et l'égalité d'accès à la procréation et à l'adoption dans un processus non marchand.

La rupture avec la prédation exercée par le capitalisme sur la planète et sur les travailleur·euse·s nécessite de faire combat commun avec celles et ceux qui s'élèvent contre toutes les autres formes de domination et d'exploitation. L'écosocialisme est incompatible avec toutes les formes d'exclusions, d'inégalités sur des critères de handicap, de différence de couleur de peau, de religion ou d'origine. Les races n'existent pas. Il n'y a qu'une espèce humaine dont les différences font richesses.

19 - La souveraineté populaire, de la Commune à l'État

Rendre le pouvoir au peuple, voilà le mot d'ordre. La participation populaire ne peut se réduire aux seuls rendez-vous électoraux ou aux simulacres de « démocratie participative » que l'on retrouve à chaque campagne. La réappropriation du temps politique est nécessaire à la réflexion des citoyen·ne·s, permettant l'émergence de nouvelles idées et de nouvelles implications. C'est aussi un facteur de lutte contre l'abstention.

Il s'agit de refondre l'intégralité du système politique pour construire un espace réellement délibératif où l'ensemble des citoyen·ne·s a la possibilité de se forger un avis éclairé et de participer aux décisions, en lien permanent avec les élu·e·s.

Les citoyen·ne·s ont besoin de médias indépendants, de pratiques d'éducation populaire, du système éducatif. Parallèlement, les outils institutionnels doivent permettre l'initiative, l'expression et le contrôle populaires (referendum d'initiative populaire, révocabilité des élu·e·s, précision de la notion de mandat, transparence, accès aux assemblées). Ces revendications étaient aussi présentes dans le mouvement des Gilets Jaunes.

Dans cette cohérence, la VI^e République est une nécessité par la Constituante. Notre projet politique nécessite la redistribution, la coopération et la solidarité entre les différents territoires de la République, en opposition à la concurrence et à la compétition. Le municipalisme et le communalisme se sont illustrés au niveau mondial avec notamment les expériences au Chiapas, Rojava, Venezuela, en Inde ou en Espagne. Aussi, nous réaffirmons notre attachement à la Commune comme cellule de base révolutionnaire historique de la République.

Les organismes supra-communaux (intercommunalités, métropoles) qui confisquent la démocratie et concentrent la décision et la commande publiques, doivent être supprimés. Le principe de communes librement associées dans une mutualisation librement consentie est notre objectif.

L'échelon local est crucial dans la construction démocratique, et pourtant étranglé par les politiques austéritaires. Sous couvert « d'attractivité des territoires », les dernières étapes de la décentralisation servent à la mise en concurrence des collectivités entre elles. Elles recréent des baronnies locales qui veulent s'émanciper du cadre législatif national.

L'écosocialisme s'appuie sur le projet républicain et sur ses principes, de liberté, d'égalité, de fraternité. Lutte d'intérêt général, il implique la souveraineté populaire comme principe décisionnel aux différents échelons politiques. Nous voulons que le peuple prenne le pouvoir et se réapproprie les biens communs, de la base au sommet.

20 - Lutter et résister pour inventer

La révolution écosocialiste combine propositions programmatiques et présence dans les luttes sociales et environnementales, aux côtés de toutes celles et ceux qui résistent. Elle combine aussi plusieurs échelles : l'encouragement et le développement des initiatives locales participant à la mise en place de la transition écologique et sociale dans les territoires ainsi que leur nécessaire coordination à l'échelle régionale et nationale par une politique de planification écologique et sociale.

Les citoyen·ne·s engagé·e·s dans ce projet s'impliquent dans le développement d'expérimentations et d'alternatives concrètes : circuits courts, associations pour le maintien de l'agriculture paysanne, soutien aux ceintures et cultures vivrières et actions contre l'artificialisation des sols, collectifs de villes en transition, reprise d'entreprises par les travailleur·euse·s, systèmes d'échanges locaux, épargne citoyenne et monnaies complémentaires, habitat collectif et co-voiturage... Ils et elles sont actif·ve·s dans des actions de désobéissance civique non violente, occupations de ZAD (zones à défendre), opérations anti-publicité ou réquisitions de logements vides. Les élu·e·s du peuple pour le projet écosocialiste s'engagent dans une démarche cohérente entre leurs discours et leurs actes. Ils et elles font vivre la gauche par l'exemple en mettant en place des radicalités concrètes comme le retour en régie publique de la gestion des biens communs, la gratuité des services publics, le foncier agricole dans les villes ou encore des mesures d'interdiction de la publicité.

21 - Vers une société de l'entraide, de l'autogestion et du partage des biens communs

Les biens communs doivent être partagés sur la base de l'égalité d'accès. L'accès pour toutes et tous à l'eau, à l'énergie, à un air respirable, à la mobilité, à l'éducation, à la santé, à la culture, à la paix... est central dans le projet écosocialiste.

À l'heure actuelle, leur gestion est de moins en moins assurée par les autorités publiques. Le capitalisme néo-libéral développe à grande vitesse la marchandisation des biens communs au profit des actionnaires et de l'oligarchie. En parallèle, des communautés d'acteurs, souvent sous la forme de coopératives et de collectifs autogérés, prennent en charge ces biens communs.

Les reprises d'entreprises en coopératives, à l'image des ex-Fralib, démontrent qu'une victoire face à une multinationale telle qu'Unilever est possible – pour autant, la multinationale utilise tous ses moyens pour empêcher la maîtrise du marché par une coopérative. Elles prouvent aussi que l'activité économique peut se déployer indépendamment du profit d'actionnaires et devenir systématiquement un service commun.

Les initiatives solidaires se développent, en particulier dans les quartiers populaires, notamment en soutien alimentaire, dans une démarche horizontale de partage, et non dans un esprit caritatif « d'aide aux pauvres ». C'est dans le même esprit que les coopératives alimentaires et les régies de quartier agissent au profit des citoyens et non du Capital.

Ces alternatives concrètes ne permettent pas à elles seules de dépasser le capitalisme pour construire une société écosocialiste. Dans un esprit d'éducation populaire et d'émancipation, elles ont un rôle à y jouer.

Après l'échec du socialisme bureaucratique centralisé et la casse des services publics par les gouvernements successifs, souvent sociaux-démocrates, la refondation des services publics est une priorité. Réinventons les services publics communs.

Leur transformation devra permettre la participation commune des usager·ère·s, des salarié·e·s et des collectivités territoriales aux décisions de fonctionnement, et la définition des besoins, à l'échelle locale comme à l'échelle nationale.

C'est un nouveau système national de régulation et d'orientation qu'il s'agit de mettre en place pour garantir l'égalité des territoires et l'autogestion des structures, à tous les échelons.

En perspective, toute activité économique n'aura plus pour objet le profit mais le bien-être, celle-ci relèvera intégralement des Communs. Toute finalité de production sera pensée, dans une diversité toujours nécessaire, d'intérêt général, social et écologique.

22 - Mettre en œuvre la planification écologique

La planification écologique impose la prise en compte du temps long et la maîtrise publique, le tout placé sous contrôle des citoyen·ne·s, travailleur·euse·s et usager·ère·s. Le problème n'est pas l'industrie, l'agriculture, la recherche ou la technique en soi, mais bien l'absence de choix et de contrôle citoyen. Une révolution citoyenne est nécessaire pour conquérir cette capacité de contrôle. Tel est le mélange détonant d'utopisme révolutionnaire et de technicité auquel nous aspirons. Il est avéré que les choix technologiques découlent des rapports sociaux de production. Les basses technologies présentent l'intérêt d'être plus facilement appropriables par le plus grand nombre. Elles contribuent ainsi à favoriser l'émergence d'une souveraineté populaire dans les choix technologiques. Le Plan écologique donne la possibilité d'organiser la bifurcation vers un autre mode de développement, en interrogeant nos besoins et en réorientant production, services, échanges et consommation en vertu de leur utilité sociale et écologique. Le secteur de la recherche doit se réorganiser autour de l'intérêt général et des besoins réels, et inventer de nouvelles formes participatives par le biais par exemple de conventions de citoyen·ne·s. L'école publique, à travers les voies professionnelles, technologiques et générales, doit organiser l'élévation des connaissances et des qualifications à tout âge afin de réussir cette bifurcation et faire émerger de nouvelles filières.

La logique des prestations de services et des grands événements doit aussi être repensée comme le tourisme de masse, le croisiérisme, ou encore les Jeux Olympiques qui sous leur forme actuelle sont plus la fête des sponsors que la fête du sport.

Le croisement production, diffusion et consommation dans le secteur « logistique » (transports de marchandises, livraisons Amazon, Deliveroo, etc.) avec son cortège d'ubérisation et de précarité appelleront à la plus grande vigilance.

Des « conférences de participation populaire » doivent être organisées pour redéfinir les critères d'utilité sociale et environnementale et l'articulation entre les différents échelons, des politiques européennes aux actions locales. La planification écologique organise l'intervention continue des salarié·e·s dans la gestion des entreprises, dans le prolongement de la convergence croissante des luttes sociales et environnementales.

23 - Pas d'égalité et de République sociale possibles sans Constituante !

Nous affirmons l'exigence d'un haut niveau de culture commune par l'école publique. Sinon comment rendre possible l'émancipation individuelle et collective, seule à même de permettre le consentement à un contrat social partagé par tou·te·s ? Le projet écosocialiste réaffirme le rôle de

l'État, de la collectivité et des services publics, indispensables pour planifier la rupture, construire une société émancipatrice, renouer avec le vivant et garantir l'égalité d'accès aux droits fondamentaux pour tou·te·s, partout.

Ces institutions doivent donc être refondées par le moyen d'une assemblée constituante. Celle-ci doit renouveler de fond en comble les formes institutionnelles et mettre en place les moyens démocratiques qui rendront possibles l'implication citoyenne permanente et la souveraineté populaire en tous domaines. Au peuple de réécrire collectivement les règles républicaines. Car la tâche révolutionnaire est immense. Nous appuyons en effet la mise en place d'un « ménagement » du territoire à rebours de l'étalement urbain, de la concentration des populations dans des mégapoles et de la mise en concurrence des territoires. Nous militons pour un nouvel urbanisme qui rapproche les fonctions indispensables au « bien vivre » (services publics de santé et d'éducation, logement, activité professionnelle, culture et loisirs, biodiversité, agriculture paysanne). Nous refusons la marchandisation du vivant et les OGM, ainsi que la financiarisation des biens communs comme l'eau, l'énergie et le savoir, et la privatisation des services publics. Ceux-ci doivent faire l'objet d'une gestion publique en repensant l'articulation entre l'État, garant de l'égalité républicaine, les collectivités locales et l'action des citoyen·ne·s, syndicats, associations et usager·e·s.

La commune est l'échelon de base révolutionnaire, entendu non pas comme un territoire à administrer, mais bien comme la communauté constituée pour décider de ses biens communs. Municipalisme, communalisme, ou République des communes, la souveraineté communale et l'auto-organisation locale sont des piliers du processus de la révolution citoyenne, d'autant que notre projet de constitution, au-delà de la question institutionnelle, s'ouvre à des valeurs et des droits écologiques, sociaux et démocratiques. Il s'agit de donner corps aux principes républicains.

24 - Faire sauter le verrou des traités libéraux

À l'échelle mondiale, nous dénonçons les accords promus par l'Organisation mondiale du commerce, accords de libre-échange et accords de partenariat économique qui contribuent à l'épuisement des ressources naturelles, à l'exploitation des peuples du Sud et au dumping social dans les pays dits développés.

De nouvelles règles du commerce international sont indispensables pour limiter les importations de produits ne respectant pas des conditions de production compatibles avec la sauvegarde des écosystèmes et avec le respect des droits sociaux et démocratiques fondamentaux. De même, la relocalisation de nombreuses activités agricoles et industrielles constitue un des éléments fondamentaux de la transition écologique. Les États et les ensembles régionaux doivent protéger leurs marchés dans cet objectif. Tel est le contenu du protectionnisme solidaire.

Des poursuites et des sanctions sont indispensables vis-à-vis des entreprises multinationales qui, dans l'ensemble des processus de production, y compris la sous-traitance, ne respectent pas les droits sociaux fondamentaux, détruisent l'environnement et échappent à leurs obligations fiscales en recourant aux paradis fiscaux. Les mécanismes de coopération internationale doivent être renforcés, notamment dans le cadre des Nations Unies, pour la défense des biens communs mondiaux, pour la préservation des écosystèmes, la lutte contre le dérèglement climatique, la santé des populations, la lutte contre les pandémies, et la sécurité alimentaire, objectifs qui doivent servir de cadre pour les accords internationaux. Faire référence à la « Charte de la Havane » est très important. Celle-ci est basée sur la coopération entre les peuples, et doit être réactualisée. C'est un objectif que nous devons porter dans tous nos contacts internationaux.

Première zone économique du monde, l'évolution de l'Union européenne implique toute la planète. Sa politique libérale est verrouillée par les traités actuels et les plans d'austérité. Établis sous la houlette de lobbies économiques et financiers, ils ont tous en commun de prévoir la disparition des services publics, l'extension du domaine marchand et du libre-échange. Cela provoque à la fois gâchis

dû aux compétitions mercantiles, et destruction des services publics et biens communs au profit des intérêts privés. L'Europe libérale et austéritaire empêche aussi de maîtriser et d'orienter le contenu de la production et de l'échange vers des objectifs de progrès humain.

Dans ces conditions, nous assumons qu'une politique écosocialiste en Europe passe par la désobéissance à l'Europe libérale et à ses directives. Il faut pour cela construire d'autres rapports de force entre les citoyen·ne·s, le pouvoir de la finance et celui des institutions anti-démocratiques de l'Union européenne.

Les alternatives à l'Union européenne actuelle sont possibles sous forme de plan A (conditions démocratiques, sociales et financières de changement des traités) et/ou de rupture et de nouveaux regroupements entre pays sous forme de plan B.

25 - Porter un combat internationaliste et universaliste

Il n'y a qu'un seul écosystème compatible avec la vie humaine, mais il y a différentes manières de le détruire selon les continents. Il faut en tirer les conséquences dans tous les domaines. Les décisions prises à un endroit sur la planète ont des répercussions partout ailleurs. La conquête du monde par le capitalisme, né en Europe, a été portée par les impérialismes et la colonisation. Le projet écosocialiste implique la reconnaissance de la responsabilité des pays dits du Nord, de l'Organisation mondiale du commerce, du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale vis-à-vis des peuples dits du Sud.

L'écosocialisme est universaliste et humaniste. Il promeut un accueil des exilé.e.s à la hauteur de la dignité et de la décence de chaque être humain et redonne tout son sens au concept d'hospitalité.

De nouvelles formes de colonialisme sont à l'œuvre au nom du productivisme et de la division internationale du travail. La compétition est organisée en lieu et place de la coopération. Elle se traduit par le productivisme et ses effets sur le climat mondial, la destruction de la biodiversité, le pillage des ressources naturelles, l'accaparement des terres arables, le tourisme « hors sol » qui asservit les peuples et détruit la biodiversité, ou encore l'austérité imposée par les institutions internationales. L'écosocialisme induit la reconnaissance de la Déclaration universelle des droits humains et la création d'un Tribunal international des crimes contre l'environnement. L'écosocialisme nous impose de contribuer aux alternatives intégrant dans une même dynamique accès des peuples au bien-vivre et respect du tissu du vivant. La logique du protectionnisme solidaire est de permettre la relocalisation de l'économie partout, au Sud comme au Nord, dans le but de renforcer la souveraineté des peuples et la coopération. Pour cela, nous soutenons et nous inspirons des alternatives à l'étranger : révolutions et insurrections citoyennes dans de nombreux pays au Maghreb, au Moyen-Orient, au Soudan ou en Guinée, mouvement des paysans sans terre, expérience démocratique du Rojava, expériences ou revendications d'assemblées constituantes en Islande, au Venezuela et au Chili, initiative Yasuni ITT pour laisser le pétrole sous terre en Équateur... Les savoirs, l'expérience et les méthodes acquises dans ces situations doivent pouvoir converger. Le projet écosocialiste doit pouvoir être porté par un forum mondial qui en fasse le but de la révolution citoyenne de notre temps. Écosocialisme rime avec internationalisme : c'est à cette échelle que nous devons penser, agir, nous coordonner.

26 - Mener la révolution citoyenne pour l'écosocialisme

Compte tenu de l'ampleur de son objectif, la remise en cause du modèle productiviste capitaliste ne peut résulter d'une simple alternance électorale et de décisions venues d'en haut. Elle implique une refonte radicale des institutions incluant scrutins à la proportionnelle, parité et non cumul des mandats permettant au peuple d'être effectivement représenté dans toutes ses caractéristiques, et le contrôle du peuple sur les finalités et l'organisation de la production. Il s'agit de mettre au pas l'oligarchie et d'assurer, en toutes circonstances, la souveraineté populaire par une démocratie réelle. Cela exige des

alliances politiques et citoyennes qui conjuguent leur action avec des mouvements d'implication populaire dans tous les domaines de la vie de la société. C'est le sens de la formule de « fédération populaire ».

Cette réappropriation de l'initiative politique et citoyenne par chaque femme et chaque homme, dans le but de déterminer partout et sur tous les sujets quel est l'intérêt général, c'est ce que nous nommons la révolution citoyenne. C'est une révolution, car elle se propose de changer les formes de la propriété, le système institutionnel et la hiérarchie des normes juridiques, sociales et environnementales qui organisent la société et l'économie. Elle est citoyenne, car elle veut donner le pouvoir à chacun·e non pour l'intérêt d'une catégorie sociale en particulier mais pour le bien de tout humain, et car elle se donne des formes institutionnelles et se soumet au suffrage universel, dans le pluralisme politique. Nous refusons que le désespoir et la colère ne basculent du côté de la haine. Ni avant-garde éclairée, ni dictature verte, ni repli ethniciste, nous défendons donc la voie démocratique de la révolution citoyenne. Le peuple n'est pas le problème, il est la solution. Le pire dommage de la crise actuelle sans précédent du capitalisme serait que l'humanité soit incapable d'ouvrir la voie à un autre futur.

L'écোসocialisme peut être celui-ci. Qu'il fleurisse !

Annexe : version de base pour la nouvelle thèse (à travailler dans les semaines qui viennent)

La terre, socle du vivant

La terre n'est pas un substrat minéral neutre, c'est un écosystème riche d'une biodiversité intense représentant les 3/4 de la biomasse terrestre. 1/4 du carbone atmosphérique excédentaire prend pour origine le changement de destination des sols : artificialisation, déforestation, pratiques agricoles intensives. La restauration de la biomasse et la ré-humification des sols constituent une urgence climatique absolue. La fertilité des terres est un bien commun de l'Humanité : les techniques agricoles provoquant la minéralisation et l'érosion des sols constituent un pillage qui doit cesser. En conduisant à un recours toujours accru aux intrants de synthèse ou d'origine minière, ces pratiques aggravent notre dépendance énergétique, intensifient le business extractiviste, étranglent l'agriculture paysanne sous les charges, et mettent en danger notre sécurité alimentaire. L'aridité progresse de 1 % par an depuis les années 1960. 1/2 milliard de personnes vivent dans un environnement en voie de désertification : les pourtours sahariens et méditerranéens figurent parmi les plus touchés. La dégradation des sols, sous les assauts conjoints du réchauffement climatique et des activités humaines, représente un enjeu international de premier plan. Le sol joue un rôle prépondérant dans le cycle de l'eau : captage, filtration, rétention ; ses alluvions nourrissent les écosystèmes marins et maintiennent le trait de côte. Face à la multiplication des événements climatiques extrêmes, le modèle productiviste qui en amplifie les conséquences doit être battu en brèche. La terre est le milieu naturel humain. Son accès est un droit fondamental : à la ville comme à la campagne, en propre ou en partage, pour l'agrément ou la subsistance, son contact constitue un besoin essentiel. Nous appelons à une seconde révolution verte, pour l'instauration d'un rapport symbiotique entre l'humanité et son système productif, et les besoins de l'écosystème et ses cycles naturels.